



« Lettre ouverte à l'attention des Elu.e.s de la Mairie de PARIS et du 19^{ème} »

Nous, Elu.e.s CGT du personnel de l'Hôpital Robert-Debré à l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris sollicitons la réaction des élu.e.s de la Mairie de Paris du 19^{ème} au sujet des instances du CTE et mandats au CHSCT.

Un mauvais fonctionnement est en place depuis trop longtemps. La direction nous prive du débat et de la maîtrise des enjeux. La démocratie sanitaire est confisquée, les projets qui réduisent l'offre de soins avancent « En Marche » forcée avec la complicité de strates médicaux-financières qui nous échappent.

2020, une année de crise de sanitaire marquée par un plan social. La direction nous vole le standard, l'informatique ! La direction nous privatise 2 services techniques ! La direction délocalise l'anapathologie, la pharmacologie ! La direction restructure l'UAPO, l'endocrinologie ! Et la direction nous cache le reste !

Vous élu.e.s, des parties politiques, connaissez les règles du jeu démocratique de concertation, de transparence et d'information ou d'opposition nécessaire dans une république. Accepteriez-vous d'être mis au placard ?

A l'APHP comme à l'hôpital Robert-Debré, le débat contradictoire n'a pas lieu. Les informations sont cachées, nous sommes confrontés à une direction qui travaille à l'abri des regards et chuchote pour ne pas être démasquée.

Nos locaux restent le fait marquant pour bien comprendre la place que la direction nous laisse. Nous recevons et nous réunissons avec nos collègues dans un ALGECO de 15 mètres carré avec des températures extrêmes été comme hiver. Nous n'évoquerons pas l'application des gestes barrières en pleine crise sanitaire. Notez que le milieu carcéral est mieux traité que les hospitaliers en attribution de M2. Dans cette période, notre syndicat ne pourra pas faire l'économie de penser aux patient.e.s et leurs familles issus des quartiers en difficultés situés proche du département le plus pauvre de France avec une démographie qui explose. Face à des situations exceptionnelles, les besoins sont exceptionnels !

Depuis la mise en place des supra-GH (rajout d'une couche aux 1000 feuilles), les élu.e.s du personnel refusent politiquement de siéger dans cette instance qui dénature la proximité puis bafoue nos droits en représentativité.

En pleine crise de la COVID19, sans discussion, sans information, leurs projets continuent. Les documents n'arrivent jamais.

Pour le faire, leur seul prétexte restera notre refus de participer à « l'hyper réunion » en supra-GH. Cautionnez-vous ce fonctionnement de confiscation des informations en qualité d'élu.e.s politiques ? Peut-on en être privé suite à un simple refus. Quel serait le texte de référence pour le faire ? Nous réclamons le droit à l'information.

Aujourd'hui, les directeurs.trices, DRH comme adjoint.e.s sont en partance. C'est 14-18 mois de présence, à l'image du conseiller.e bancaire qui est renouvelé.e chaque année et demi. La direction positionnera un casque bleu pour faire semblant ! Cette direction de mi 2019 prend le large, quitte le navire, vous comprendrez aisément qui rame et reste en galère !

Nous, les représentants syndicaux CGT, alertons pour stopper ce mécanisme comme nous souhaitons maîtriser les enjeux en temps réel.

Pour aller plus loin, en qualité de membre du conseil de surveillance ou élu.e.s, vous pouvez faire évoluer la gouvernance.

La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité « Albert CAMUS ».

Vous pouvez agir, c'est maintenant, Monsieur le Maire et les élu.e.s, nous restons en attente d'un retour de votre part.

L'équipe CGT

Agnès CICHON, Myriam PIDOUX, Pascal ROMIL, Yann GUITTIER